

Fiche des constatations effectuées lors d'une visite d'inspection

DREAL Bourgogne

Unité Territoriale de Saône et Loire – Mâcon		Mission déchets	
Noms des inspecteurs : Marc LESCOUET Date de la lettre d'annonce : 08 octobre 2012			
Date de l'inspection : 30 octobre 2012			
Type d'inspection : <input type="checkbox"/> approfondie ou <input type="checkbox"/> courante ou <input type="checkbox"/> ponctuelle <input type="checkbox"/> inopinée ou <input type="checkbox"/> annoncée <input type="checkbox"/> planifiée ou <input type="checkbox"/> circonstancielle			
Détail des circonstances : Programme d'inspection			
Établissement : SARP CENTRE EST Commune : 71530 CRISSEY		Autorisation Priorité : A Enjeux	
Activité : Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux			
Liste des installations inspectées : Toutes Thèmes : / Référentiel de l'inspection : Arrêté préfectoral n° 99/4186/2-2 du 10 décembre 1999 Arrêté complémentaire n° 04/1377/2-3 du 27 avril 2004 Arrêté complémentaire n° 10-00153 du 11 janvier 2010			
Liste des noms et qualités des personnes rencontrées sur le site lors de l'inspection : Monsieur PARTY – Directeur d'agence régionale Monsieur COULIBEU – Responsable d'agence			
Principales constatations effectuées, principaux constats d'écarts par rapport au référentiel d'inspection : <p>Le centre apparaît correctement exploité. Cependant des non conformités ont été constatées et plusieurs remarques formulées.</p> <p>Conformément aux prescriptions de l'arrêté complémentaire du 11 janvier 2010, l'exploitant a transmis en septembre 2010 la mise à jour des études d'impact et de dangers de l'installation. Suite à la modification de la nomenclature des installations classées, l'exploitant a déclaré le 08 avril 2011 la nature et le volume des activités exercées. Une nouvelle version des études précitées a été communiquée à l'inspection le 15 octobre 2012.</p> <p>Constats</p> <ul style="list-style-type: none"> – plusieurs modifications sont intervenues sur le site depuis la délivrance de l'autorisation, celles-ci sont décrites dans les études. Ces documents actualisés sont à communiquer au préfet ; – l'étude foudre répondant aux prescriptions de l'arrêté du 04 octobre 2010 n'est pas disponible ; – la dernière mesure du niveau sonore date de plus de trois ans (2007) ; – le dispositif de protection des eaux météoriques, disposé au-dessus des bennes de binotage, est détérioré. Il n'existe pas de procédure fixant le volume de remplissage ; – la clôture Ouest est à réparer ou remplacer ; – le marquage des zones d'entreposage des déchets ne correspond pas à la nature des déchets stockés (la benne désignée pour le regroupement des chiffons souillés est remplie d'emballages vides souillés) ; – le sol du bâtiment principal de stockage présente quelques détériorations ; – la chaudière installée dans le garage est hors-service, son usage futur ainsi que le stockage de fuel associé sont à préciser ; – le rapport de contrôle du disconnecteur installé sur le réseau d'eau public n'est pas disponible ; – les vannes d'obturation du réseau d'eaux pluviales, destinées à la rétention des eaux d'incendie, ne font pas l'objet de vérification de bon fonctionnement avec traçabilité ; l'organe de manœuvre de la vanne situé au niveau du rejet EP3 semble défectueux ; – la conformité du plan des réseaux est à vérifier, en particulier la gestion des eaux pluviales de toiture de l'atelier ; – le nettoyage du séparateur hydrocarbure installé au niveau du rejet EP3 est à réaliser, le BSD est à communiquer à l'inspection ; 			

- les dernières analyses réalisées sur les eaux pluviales montrent des dépassements sur les paramètres MES, DCO et DBO5. Les analyses sont à effectuer 1 fois par an sur chaque rejet et transmises avec leurs commentaires à l'inspection ;
- les piézomètres ne sont repérés en référence à la désignation figurant dans l'arrêté ;
- les résultats d'analyses sont à transmettre après chaque campagne à l'inspection des installations classées, ils doivent être accompagnés d'une carte isopièze précisant le sens d'écoulement de la nappe ;
- la justification de l'inertage de la cuve de gazole est à communiquer à l'inspection ;
- les non conformités figurant dans le rapport des installations électriques du 1^{er} octobre 2012 doivent faire l'objet d'actions correctives ;
- les contrôle de RIA et des trappes de désenfumage ne sont pas reportés sur le registre de sécurité. Un RIA ne dispose de l'étiquette de vérification normalement réalisée le 29 octobre 2012.

Suites envisagées :

Observations à traiter par courrier

Liste des documents établis suite à la visite :

Lettre à l'exploitant

Rédacteur	Vérificateur	Approbateur
A Mâcon, le 16 novembre 2012 Le chargé de mission	A Mâcon, le 19 novembre 2012 Le chef de subdivision	A Mâcon, le 20 novembre 2012 Le responsable de l'unité territoriale de Saône-et-Loire
<i>signé</i>	<i>signé</i>	<i>signé</i>
Marc LESCOUET	Nicolas GUERIN	Patrice CHEMIN